

Mesdames, Messieurs,

Je suis extrêmement heureux de participer à cette conférence à laquelle je vous remercie de m'avoir convié. C'est une excellente occasion de vous mettre au courant des développements concernant notre énergie offshore et de vous expliquer notre stratégie énergétique et économique pour les années 90 - stratégie qui, j'en suis convaincu, conservera au Canada tout son attrait en matière d'investissement.

Au moment de préparer ces quelques remarques, j'ai été saisi de constater dans quelle mesure l'expérience que m'ont apportée les trois postes que j'ai successivement occupés durant ma carrière politique a influencé mes vues sur l'exploitation de l'énergie offshore.

En ma qualité de représentant de la province de Terre-Neuve, je suis évidemment au courant des retombées économiques que pourra avoir sur terre l'exploitation de notre pétrole en mer.

En ma qualité d'actuel ministre du Commerce extérieur, je me rends compte que la garantie d'accès au marché américain est essentielle à la viabilité économique de projets aussi considérables, et que l'accès au marché permet la réalisation d'économies d'échelle dans le secteur manufacturier au Canada.

Enfin, en tant qu'ancien ministre des Finances du Canada, je suis non seulement au courant de la part importante des dépenses des entreprises canadiennes que représentent les investissements dans le secteur de l'énergie et de l'importance des exportations d'énergie pour notre balance nationale des paiements, mais je me rends également compte que finalement, ce n'est pas seulement le prix du pétrole, mais aussi le coût du capital qui détermine la viabilité d'un projet. Or, pour ce qui est du coût du capital à long terme, rien n'est plus important et source d'autant d'incertitude que le problème de l'inflation.

Depuis que mes collègues et moi-même avons pris nos fonctions en 1984, nous avons essayé de créer un climat positif et stable pour les investissements de capital au Canada.

Nous avons aboli le Programme énergétique national - un coup volontaire qui nous a été préjudiciable, puisque cela a entraîné la sortie de capitaux de notre pays.